

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1798

Artikel: Notes en marge d'une crise persistante : parce qu'il faut aussi prendre un peu de recul
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012597>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Notes en marge d'une crise persistante

Parce qu'il faut aussi prendre un peu de recul

Yvette Jaggi (20 octobre 2008)

«*Mauvaise nouvelle: la Suisse n'est pas une île. Bonne nouvelle: la Suisse n'est pas l'Islande*».

L'humour n'a pas perdu ses droits dans la crise-financière-sans-précédent que nous vivons plus ou moins intensément, mais qui pourrait bien à terme nous concerner toutes et tous, par la grâce de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie.

L'imagination lexicologique fait aussi fureur. Des termes surgissent dans le vocabulaire médiatique, jusqu'alors inconnus du grand public: fonds de couverture, exposition résiduelle, surveillance négative, amortisseur de pertes, titres illiquides, actifs toxiques. Autant d'images certes parlantes, mais en même temps susceptibles d'induire en erreur. On peut toujours essayer l'interprétation par analogie: les actifs toxiques agissent sur le bilan d'une société comme les courriels infectieux, alias pourriels, sur un ordinateur personnel.

A propos de néologismes, trois suggestions: démagauchisme, pour désigner les vociférations primitives des anticapitalistes qui ne sauraient par quoi remplacer le système abhorré; illibéralisme, pour nommer la doctrine paradoxale qui permet de faire appel à l'Etat quand la libre entreprise devient illiquide; adéquanet, pour marquer la reconnaissance de la mise en ligne comme vecteur approprié d'une information complexe en développement

accélééré.

* * *

Le plan de sauvetage fédéral a été révélé jeudi 16 octobre à 7 heures du matin, quelques heures après l'adoption du plan européen et avant l'ouverture des bourses de Zurich, Paris et Londres notamment. Prime donc offerte à la radio et à l'information en ligne. De fait, la presse écrite du jour et surtout les hebdomadaires du jeudi se sont trouvés en porte-à-faux complet, de la *Wochenzeitung* de gauche à la *Weltwoche* blocherophile. Cette dernière a fait beaucoup rire avec ses articles du genre «*y en a point d'habiles comme nous*» et son éditorial signé Gerold Bühner, président d'Economiesuisse, se félicitant de voir que dans notre pays les banques n'avaient pas besoin de l'Etat.

Soit dit en passant, DP a beaucoup mieux programmé ses articles, mis en ligne avant et après le 16 octobre. Mais sans autre mérite qu'un bon usage du web. En effet, pour rendre compte d'une succession d'événements telle la crise financière actuelle, Internet s'affirme comme le média le plus adéquat. Premier journal de Suisse fabriqué pour la toile et continuellement mis à jour, le *Tages-Anzeiger* démarqué par ses concurrents zurichois et bâlois a parfaitement réussi son entrée parmi les grands quotidiens du monde offrant déjà une édition complète aux internautes – et non plus un simple bonus réputé exclusif.

* * *

A en juger par son appellation, la fondation Avenir Suisse est censée s'occuper de prospective. Or le *think tank* stipendié par une petite quinzaine de grandes sociétés, dont UBS, Credit Suisse et les Banquiers privés genevois ainsi que deux multinationales financières, n'a pas vu venir la crise. Pas un communiqué l'an dernier sur les crédits *subprime*, pas un mot cette année sur les effets des événements récents. Nullement déstabilisé par cet évident déni de réalité future, Thomas Held, directeur d'Avenir Suisse, se répand dans les gazettes alémaniques pour proclamer que «*le monde a changé pour toujours*». Reste à savoir, ajoute-t-il finement, si la Suisse, avec ses «*problèmes de pays luxueux*», est vraiment outillée pour faire face à la grande mutation observée a posteriori.

* * *

Les produits de luxe justement, dont la conception fait désormais l'objet d'un master à l'Ecole d'art de Lausanne (ECAL) installée à Renens, continuent de bien se vendre: de la revue *Vintage* livrée en supplément à *L'Agefi* à la présente Foire du luxe à Munich, tout semble aller pour le mieux dans l'archipel mondial du Luxustan.

Sauf que les collectivités publiques ne savent plus trop quel scénario retenir pour leur

budget 2009 – belles discussions en perspective d'ici la fin de l'année. Les cantons et les communes abritant de gros contribuables s'interrogent, tout comme les villes servant de places financières.

Nombre de sociétés américaines, en particulier celles qui ont investi dans les infrastructures et les équipements pour l'énergie et les communications, peinent à gérer leurs dettes. Exemple: suite à la défaillance de la compagnie d'assurances AIG, l'Agence des transports métropolitains du comté de Los Angeles, cherche en vain une société de financement susceptible de reprendre des contrats de leasing pour un milliard de dollars, concernant ses autocars qui transportent environ un million et demi de voyageurs par jour.

* * *

Pour en revenir à la pensée, on salue le retour du grand Marx, dont Jacques Attali assure, dans sa récente biographie intitulée *Karl Marx ou l'esprit du monde* (Fayard, 2005), qu'il avait prévu le phénomène d'internationalisation des affaires. Il n'empêche: après John Kenneth Galbraith, André Gorz, Joseph Siglitz et quelques autres, il manque toujours l'auteur qui réfléchit aux effets de la financiarisation de l'économie globalisée et aux

moyens d'y parer.

Face à la crise actuelle, les *think tanks* de gauche, là où ils existent, demeurent fort discrets, alors que les circonstances devraient les stimuler. Dans l'urgence, le parti socialiste suisse propose un contre-plan de sauvetage de l'UBS, qui remet en cause les modalités de surveillance et d'intervention prévues et souhaite les remplacer par un contrôle rapproché et une prise de participation directe au capital de l'UBS – et du même coup à tous les risques encourus par la plus grande banque de Suisse.

S'associer à de tels risques peut entraîner l'Etat dans des aventures difficiles. Cas extrême, l'Islande a de quoi faire réfléchir. Y compris sur la rapidité des retournements de situation, dans le cas de la Banque Kaupthing par exemple. La livraison datée d'octobre de la revue *Banque & Finance* publie une pleine page de publicité rédactionnelle vantant les prestations et rendements escomptés de cette nouvelle «*Islandaise à Genève*», créée en juin dernier avec le même slogan que sa société mère domiciliée au Luxembourg: «*Thinking beyond*» (En pensant plus loin). Or, dès le 9 octobre, les autorités compétentes ordonnent les mesures protectrices des petits déposants de l'ancienne

Banque Kaupthing, que la presse romande publie dans les jours suivants.

* * *

La gestion du risque fait partie des programmes de cours, dans les écoles supérieures en administration d'entreprises comme dans les académies militaires. On y enseigne désormais aussi la communication de crise. Mais, dans les librairies, on est déjà passé au stade suivant. C'est le catastrophisme qui redevient à la mode. Grand maître ès accidents majeurs, le philosophe Paul Virilio a ouvert la voie avec *L'insécurité du territoire* (Galilée, 1993) et aussi avec son exposition *Ce qui arrive* (Fondation Cartier pour l'art contemporain, 2002). Cette année, la revue *Esprit* consacre son No 343 au *Temps des catastrophes*, tandis que l'historien François Walter intitule *Catastrophes son Histoire culturelle, XVIe - XXIe siècle* (Seuil, 2008). Le ton est donné. Suite au prochain désastre.

A moins que les entreprises et organisations relevant de l'économie sociale et solidaire parviennent à mettre en œuvre des solutions éthiques et durables, à une échelle et sous une forme visibles, qui puissent constituer des alternatives proportionnées aux problèmes à résoudre.